

INTRODUCTION

Comprendre les aspects économiques de la lutte aux changements climatiques

Du 30 novembre au 11 décembre aura lieu à Paris la 21^e conférence des Nations Unies sur le climat où se négociera un éventuel accord applicable à tous les pays pour limiter le réchauffement mondial. Après des conférences considérées largement comme des échecs et l'absence d'accord contraignant faisant suite au Protocole de Kyoto, la rencontre de Paris est perçue comme un point tournant. Y aura-t-il ou non un accord? Que dire des négociations Nord-Sud? Les pays du BRIC parapheront-ils l'entente? Des cibles contraignantes seront-elles fixées?

Toutes les négociations internationales posent des défis. Celle-ci ne fait pas exception, notamment parce que la lutte aux changements climatiques mêle la rhétorique politique, la logique économique et la science du climat. Étant économistes, et non climatologues, nous n'entrons pas dans les débats scientifiques concernant les changements climatiques en cours. Notre prémisse est celle de la grande majorité des scientifiques qui sont d'avis que le réchauffement climatique depuis l'ère pré-industrielle est majoritairement causé par l'activité humaine. Nous nous contentons de présenter un survol des notions utilisées par les climatologues dans les volets qui concerne davantage l'économie des changements climatiques.

Notre contribution la plus pertinente se concentre sur l'analyse des politiques publiques, de la dynamique des marchés et des choix qui se présentent à nous pour faire face à la réalité des changements climatiques. L'objectif de ce *Cahier de recherche* est triple. Il vise à :

- vulgariser, dans un langage accessible au lecteur intéressé, les grandes notions entourant les débats politiques et les négociations sur la question des changements climatiques;
- comprendre les mécanismes discutés, les politiques publiques existantes et les tendances à l'œuvre, notamment ce qui touchent de plus près la réalité canadienne;
- s'éloigner des discours émotifs ou moralisateurs pour comprendre et fonder les choix de politiques publiques sur les faits les plus pertinents.

Nous avons voulu nous éloigner des déclarations et des bonnes intentions pour nous en tenir aux résultats. À travers le monde, certains hommes et femmes politiques s'expriment d'une voix forte, mais les gestes qu'ils posent ne sont pas toujours à l'avenant. Des leaders d'opinion discoursent passionnément de notre responsabilité morale, mais oublient certains enjeux pourtant cruciaux. Des militants vantent les mérites de certaines solutions, mais en taisent les coûts. Un regard économique sur la question des changements climatiques s'attarde au contraire aux résultats concrets, aux diverses facettes de la question et tient compte des avantages comme des coûts.

Quatre chapitres permettent de comprendre l'enjeu des changements climatiques sur la base d'une grande variété de sources documentaires, et de 43 graphiques et tableaux. Une bibliographie permettra au lecteur curieux de poursuivre ses recherches par lui-même.

« Toutes les négociations internationales posent des défis. Celle-ci ne fait pas exception, notamment parce que la lutte aux changements climatiques mêle la rhétorique politique, la logique économique et la science du climat. »

Ayant l'ambition de vulgariser la question pour le plus large public possible, il nous apparaissait incontournable de commencer par les faits. Un diagnostic sans fard est nécessaire, notamment quant au niveau global des émissions de gaz à effet de serre qui ne cesse d'augmenter, malgré toutes les rencontres internationales depuis 1979. C'est l'objet du premier chapitre, organisé sous la forme de vingt questions-réponses concernant les négociations internationales qui aboutiront à la Conférence de Paris.

Même si la conférence se soldait par un échec, c'est-à-dire si les pays du monde ne parvenaient pas à s'entendre et à respecter un accord universel, contraignant et suffisant pour limiter les probabilités d'un réchauffement de plus de 2 °C, cela n'empêcherait pas plusieurs gouvernements d'adopter des politiques de lutte aux changements climatiques. Le second chapitre montre que, s'il n'est pas aisé de traduire en politiques publiques les résultats les plus incertains de la science climatique, les outils à la disposition des gouvernements sont nombreux et plusieurs sont déjà mis à contribution.

C'est le cas en particulier du marché du carbone du Québec et de la taxe sur le carbone de la Colombie-Britannique. Les taxes sur l'essence aussi, comme on le verra, sont déjà largement utilisées.

Outre les gouvernements, les populations et les entreprises aussi s'engagent dans des développements intéressants et porteurs d'espoir dans bien des cas. Le troisième chapitre illustre les tendances mondiales qui permettent de croire que la transition énergétique est déjà en train de prendre racine, même si son effet est encore marginal. Les émissions globales sont toujours en hausse, mais l'intensité des émissions diminue et certaines technologies prometteuses pourraient se généraliser.

Enfin, la question de l'adaptation est abordée au quatrième chapitre puisqu'elle a été depuis toujours la réponse des êtres humains aux variations du climat. Même avec un réchauffement limité à 2 °C, il y aura des transformations qui affecteront, négativement et positivement, différentes populations. Les facteurs comme le développement économique et la disponibilité des technologies seront déterminants pour une adaptation réussie.